



J'aime les usines...et mes amis les ferment... Une logique de précarité et de guerre que nous refusons !

« J'aime les usines » « Mon objectif est de garder des usines en France, car un pays qui n'a plus d'usine n'a plus d'économie » disait fort justement le président de la République à Gandrange, le 4 février.

Si le 15 février le ministère de l'économie annonçait la création de 298 000 emplois en France en 2007, pour la première fois, le nombre des salariés des « secteurs principalement marchands » dépasse les 16 millions. Il était de moins de 13 millions il y a 20 ans. Dans la même période, 5,5 millions d'emplois ont été créés dans le tertiaire, mais 1 million d'emplois industriels ont été supprimés.

De 1995 à 2001, l'emploi industriel avait cependant augmenté d'environ 4 % en France. La Direction de l'Animation, de la Recherche, des Etudes et des Statistiques (une des missions du ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité) annonce 48 900 emplois industriels détruits en 2007.

Kodak, Arc International, Miko, Michelin Kléber, Arcelor Mittal, Smoby, pour ne prendre que les annonces de fermeture les plus récentes, licencient des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ingénieurs, alors que les plus importantes de ces entreprises font des profits faramineux.

Au passage, puisque nos gouvernants se disent soucieux de l'environnement, on peut souligner que le plus gros scandale économique : la condamnation de l'usine de Gandrange par Mittal Arcelor par un refus d'investir 30 millions d'euros alors que le groupe fait un bénéfice de 7,1 milliards d'euros dans l'année, concerne une aciérie moderne, unique en France, qui fonctionne avec la récupération de métaux issus de l'automobile et ne produit que peu de CO².

Même les secteurs porteurs d'enjeux de souveraineté, comme l'aéronautique et malgré des coups positifs comme le gain d'un marché d'EADS pour le gouvernement des Etats-Unis, sont menacés par une tendance à livrer une partie du montage des avions et de la technologie aux pays clients. Le plan Power 8 prévoit la suppression de milliers d'emplois dans la sous-traitance.

Une faiblesse majeure de l'industrie française est le faible taux de recherche et développement, ce qui est lié directement à l'état préoccupant de l'université et de la recherche françaises, au montant des sommes consacrées dans le budget de l'Etat à ces services publics.

Pour rester dans l'aéronautique, pendant que Boeing reçoit 800 millions de dollars de soutien public en recherche et développement aux Etats-Unis, Airbus reçoit 60 Millions d'euros en Europe.

Alors que les besoins en recherche et développement sont estimés par le patronat lui-même à 32 ou 33 milliards d'euros, simplement pour « rester dans la course », la France ne dépense pour ce chapitre que 23 milliards d'euros. Une des conséquences est que 80 % des profits des plus grosses entreprises françaises sont réalisés en dehors du pays. Cela joue directement sur l'emploi. Cela joue également sur le niveau technologique et tend à continuer de faire baisser le niveau industriel producteur de plus value.

L'industrie, principale source de production de richesses avec l'agriculture, ne représente que 16 % des emplois en France, mais 78 % des exportations et près de 90 % de la dépense en recherche et développement.

La prévalence du capitalisme financier sur les activités industrielles a des conséquences graves sur l'emploi qualifié et

correctement payé. Aujourd'hui, en France, les entreprises disposent d'environ 469 milliards d'euros grâce au travail de leurs ouvriers et techniciens. Seuls 20 % sont réinvestis. Les conséquences sont :

- les bas salaires et la précarité : l'industrie absorbe 70 % de la précarité globale dans un contexte général de baisse en pourcentage des emplois industriels au profit d'emplois tertiaires eux aussi peu payés et où règne aussi la précarité.
- La faiblesse de la formation. Toutes les formations : la formation initiale avec l'invasion de l'enseignement professionnel et de l'enseignement technologique par l'apprentissage, l'abandon de l'ambition de conduire tous les élèves à la réussite ; la formation continue, la formation universitaire et la recherche.

La tâche des syndicats est très importante dans la lutte qu'il convient de mener pour infléchir, puis transformer cette orientation financière et impérialiste dont les conséquences ne peuvent que s'aggraver :

Au niveau européen, pour peser sur les choix politiques qui conduisent la commission européenne et les gouvernements de chaque pays à imposer la flexicurité.

Cette dernière présente l'intérêt théorique pour les salariés de leur permettre une certaine transférabilité de leurs droits sociaux aux moments où ils sont ballotés de patron en patron. Encore faut-il que les droits sociaux ne soient pas dans le même temps détruits par les patronats et les gouvernements.

Elle présente l'intérêt concret et réel pour les patrons de leur permettre de se débarrasser plus facilement de salariés quand ils en éprouvent le besoin.

Au niveau mondial, pour engager la lutte commune contre le cercle infernal de la concurrence libre et non faussée, productrice de pauvreté de la masse des salariés, de chômage, de guerres.

Le niveau régional est un stade d'intervention particulièrement important. C'est d'abord le niveau choisi électivement par le patronat pour restructurer l'organisation politique au niveau européen. C'est le lieu où se jouent les enjeux directs de formation et de production : transferts de charges de l'Etat, prérogatives fiscales, de formation et d'investissement.

Unité et Action contre cette logique d'appauvrissement des pauvres et d'enrichissement des riches

C'est là, pour ce qui nous concerne, que la FSU a son mot particulier à dire et à tenter de faire partager :

- pas de flexicurité
- lutte pour conserver et améliorer les services publics de formation et de protection sociale
- organisation du travail syndical unitaire pour amener les salariés à la possibilité de renverser une logique inacceptable.

Tous ces enjeux se nouent et se jouent actuellement, avec la revue générale des politiques publiques, avec les attaques déguisées sous le nom de réformes, contre l'enseignement, l'université, la culture, la santé, tous les services publics. Ils se jouent également avec la détermination de la politique économique qui exige toujours davantage de la région.

Est-il possible de prétendre discuter démocratiquement de tous ces enjeux sans avoir la moindre main sur les profits de la plus puissante entreprise française : Total l'aquitaine ?

Est-il possible de prétendre jouer notre rôle syndical sans investir beaucoup plus profondément et avec plus de volonté de réflexion et d'action syndicales le travail régional, au travers du conseil fédéral régional de la FSU qui doit devenir un outil utile au service des salariés de la fonction publique d'Aquitaine et de tous les salariés ?

La dynamique d'abandon industriel au profit du tertiaire et des activités de service a quelques conséquences collatérales plaisantes comme la lutte qui se joue au sein du patronat : la patronne des patrons, issue du tertiaire au détriment du noyau industriel du patronat, fait semblant de découvrir les turpitudes de l'UIMM qui est l'âme industrielle du patronat, son berceau et le gardien de ses traditions les plus constantes : répression, corruption des salariés et de certains de leurs représentants, intervention dans l'organisation politique à tous les niveaux, source enfin de la plus-value que se disputent les cousins capitalistes financiers.

Ne peut-on profiter de cette lutte acharnée entre prédateurs ou charognards pour avancer enfin dans la construction du rapport de forces des salariés contre leurs patrons ? La division est l'arme la plus efficace que ces derniers emploient contre nous.

Maintenant qu'ils se divisent, unissons-nous et changeons ce monde infect !